20210518 le Monde Afrique

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/18/l-entree-massive-de-migrants-a-ceuta-provoque-une-crise-diplomatique-entre-l-espagne-et-le-maroc_6080616_3212.html

L'entrée massive de migrants à Ceuta aggrave la crise diplomatique entre l'Espagne et le Maroc

L'intrusion de 8 000 personnes – dont 2 000 mineurs – survient alors que le climat est orageux entre Madrid et Rabat à la suite de l'hospitalisation en Espagne du chef du Front Polisario.

Par Sandrine Morel(Madrid, correspondante)

Publié hier à 17h44, mis à jour à 08h30

Article réservé aux abonnés

Des officiers de l'armée espagnole et de la Guardia Civil prennent position à côté de la frontière entre le Maroc et l'Espagne, dans l'enclave espagnole de Ceuta, le mardi 18 mai 2021. JAVIER FERGO / AP

La tension est montée d'un cran en Espagne dans la crise politico-migratoire qui l'oppose au Maroc. Lors d'une allocution télévisée, mardi 18 mai, le chef du gouvernement socialiste, Pedro Sanchez, a rappelé à Rabat que les *« liens d'amitié »* avec Madrid se fondent sur le *« respect des frontières mutuelles »* et a insisté sur sa *« détermination »* à résoudre, *« avec célérité »* et *« fermeté »*, la *« grave crise pour l'Espagne et l'Europe »* que représente l'entrée massive, lundi, de milliers de migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, sur la côte nord du Maroc.

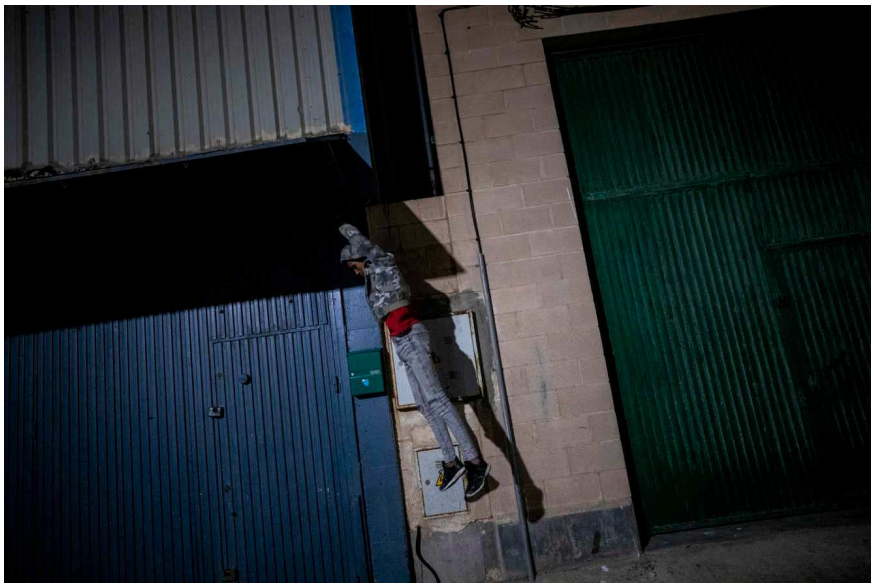
« L'intégrité territoriale de l'Espagne, de ses frontières, qui sont aussi les frontières extérieures de l'Union européenne, et surtout la sécurité de nos compatriotes et leur tranquillité seront défendues par le gouvernement espagnol, à tout moment, face à n'importe

quel défi, avec tous les moyens nécessaires et conjointement avec ses partenaires européens », a précisé M. Sanchez, peu avant d'aller visiter les deux enclaves.

Lire aussi Ceuta : la moitié des 8 000 migrants entrés dans l'enclave lundi a été expulsée par Madrid

Devant la frontière grillagée de Ceuta, quatre tanks et des dizaines de militaires ont été déployés, mardi, tandis que de l'autre côté des centaines de Marocains se massaient encore aux abords de la plage, attendant le moment de franchir les quelques mètres qui les séparent de l'Espagne ou se jetant à la mer pour être repêchés plus loin par la garde civile. Deux cents policiers et gardes civils espagnols étaient attendus dans la journée en renfort. De son côté, le Maroc a convoqué en urgence à Rabat son ambassadrice en Espagne.

Les forces de sécurité espagnoles expulsent un migrant de l'enclave espagnole de Ceuta, à la frontière du Maroc et de l'Espagne, mardi 18 mai 2021. BERNAT ARMANGUE / AP



Un migrant pénètre dans l'enclave espagnole de Ceuta, près de la frontière entre le Maroc et l'Espagne, tôt le mercredi 19 mai 2021. BERNAT ARMANGUE / AP

La veille, près de 8 000 Marocains, dont quelque 2 000 mineurs, avaient rejoint Ceuta à la nage ou en longeant à pied les digues qui bordent les plages de Benzu, au nord, et de Tarajal, au sud. Une personne est morte noyée. Près de 3 800 adultes avaient déjà été reconduits à la frontière entre lundi et mardi – les mineurs ne pouvant pas être rapatriés –, selon le ministre espagnol de l'intérieur, Fernando Grande-Marlaska, mais l'ampleur de ces arrivées n'en est pas moins inédite dans une ville pourtant habituée à la pression migratoire.

Pedro Sanchez annule son voyage à Paris

Jeunes hommes, familles entières, femmes ou enfants non accompagnés n'ont pas été refoulés par la police marocaine, passive, absente, voire complice. Sur la vidéo d'un syndicat policier espagnol, diffusée sur les réseaux sociaux, on peut voir comment certains agents ont ouvert une porte grillagée pour faciliter le passage de dizaines d'hommes et d'adolescents. Franchissant sans entrave la frontière, les migrants ont pris de court les forces de l'ordre espagnoles.

Pedro Sanchez fait une déclaration au palais de la Moncloa à Madrid, le 18 mai 2021. MANU FERNANDEZ / AFP

Le défilé de ces milliers de personnes dans la ville autonome d'à peine 85 000 habitants a provoqué l'émoi de la population locale, consciente de la fragilité de l'enclave. *« Notre ville a subi une invasion, ce serait une erreur de traiter la question comme un problème migratoire,* a assuré le président de Ceuta, le conservateur Juan Jesus Vivas. *L'état d'esprit de la population est fait d'angoisse, d'incertitude, d'inquiétude et de peur. »* Selon les médias locaux, dans les écoles, les classes étaient à moitié vides mardi, du fait de la crainte de nombreux parents.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Le Maroc ouvre une double crise diplomatique avec l'Allemagne et l'Espagne

Le chef de l'opposition lui-même, Pablo Casado, président du Parti populaire (PP, droite), a demandé au gouvernement de faire en sorte que *« continue à flotter notre drapeau comme il le fait depuis six cents ans à Ceuta »*. La crise a été jugée suffisamment sérieuse pour que

M. Sanchez annule son voyage à Paris, où il devait participer au Sommet sur le financement des économies africaines, consulte le roi Felipe VI, mette en marche un « comité de coordination » de la crise, se rende sur place dans la soirée et appelle le haut représentant de l'Union européenne (UE), Josep Borrell, et le président du Conseil européen, Charles Michel.

Ce dernier a assuré sur Twitter de son *« soutien »* et de sa *« solidarité avec l'Espagne »,* affirmant que *« la coopération, la confiance et l'engagement mutuel doivent être les principes d'une relation forte entre l'Union européenne et le Maroc ».* Des messages similaires ont été postés par les principaux dirigeants européens. *« L'UE fera le nécessaire pour soutenir l'Espagne dans ces moments difficiles »,* a déclaré pour sa part M. Borrell en conférence de presse.

Le chef du Front Polisario hospitalisé en Espagne

Pour les observateurs espagnols, il ne fait guère de doute que le Maroc a délibérément ouvert la porte en représailles à la décision de l'Espagne, le 18 avril, d'accueillir dans un hôpital de Logroño (nord), pour des *« raisons humanitaires »,* et sous un faux nom, Brahim Ghali, le secrétaire général du Front Polisario, le mouvement de lutte pour l'indépendance du Sahara occidental.

Le gouvernement espagnol n'a ni démenti ni confirmé l'hypothèse selon laquelle cette crise diplomatique serait à l'origine de l'entrée massive de migrants à Ceuta, se contentant de qualifier les crises migratoires de *« phénomènes complexes ».* En conseil des ministres, il a en outre débloqué 30 millions d'euros d'aides au Maroc pour lutter contre l'immigration illégale. Si l'hospitalisation sur le sol espagnol du chef séparatiste sahraoui (74 ans), atteint du Covid-19, avait suscité la colère de Rabat, elle est intervenue dans un contexte de tensions diplomatiques préalables et de difficultés internes au Maroc.

Depuis que, le 10 décembre 2020, l'ancien président américain Donald Trump a décidé de reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, Rabat attend de l'Espagne – et si possible de l'Europe – qu'elle fasse de même. Sans succès. Or, en échange, le Maroc avait rétabli ses relations avec Israël, une décision déjà difficile à l'époque, qui risque, dans le contexte actuel des bombardements sur Gaza, d'enflammer son opinion publique.

A cela s'ajoute la grave crise économique et sociale que vivent les habitants des villes frontalières de Ceuta et Melilla depuis la fermeture des frontières en mars 2020, pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Depuis des semaines, de nombreuses familles, qui vivaient de la contrebande et du commerce avec les enclaves espagnoles, manifestent tous les vendredis. Parmi elles, beaucoup ont franchi la frontière ce lundi, selon les témoignages recueillis sur place.

Après avoir pris connaissance de l'accueil médical fourni à M. Ghali, considéré à Rabat comme un *« criminel »,* le ministère marocain des affaires étrangères a publié deux communiqués de protestation. Dans le dernier, daté du 8 mai, il reprochait à Madrid une décision prise *« dans le dos d'un partenaire et voisin »* et prévenait que l'Espagne devrait en assumer *« toutes les conséquences ».*

Sandrine Morel(Madrid, correspondante)